

France-Toulon: Repair and maintenance services of building installations

OJ S 120/2020 24/06/2020

Contract notice

Services

Directive 2009/81/EC

Section I: Contracting authority/entity

I.1. Name and addresses

Official name: Mindef/SGA/DCSID/ESID Toulon

Postal address: BCRM Toulon — ESID Toulon — boîte postale n° 71

Town: Toulon Cedex 9

Postal code: 83800

Country: France

Contact person: Mme Piacenza Séverine

E-mail: Esid-tln-sai.secretaire.fct@intradef.gouv.fr

Telephone: +33 422425530

Fax: +33 422434409

Internet address(es):Address of the buyer profile: <https://www.marches-publics.gouv.fr>**Additional information can be obtained from:**

the abovementioned address

Specifications and additional documents (including documents for competitive dialogue and a dynamic purchasing system) can be obtained from:

the abovementioned address

Tenders or requests to participate must be submitted: the abovementioned address**I.2. Type of the contracting authority**

Ministry or any other national or federal authority, including their regional or local subdivisions

I.3. Main activity

Defence

I.4. Contract award on behalf of other contracting authorities/entities**Section II: Object of the contract**

II.1. Description**II.1.1. Title attributed to the contract by the contracting authority**

DGA-TN-EM (83) — prestations multi-techniques d'exploitation et de maintien en condition opérationnelle des installations

II.1.2. Type of contract and place of performance or delivery

Services

Service category No 1: Maintenance and repair services

Main site or place of performance: Toulon et Saint-Mandrier.

NUTS code FRL05 Var

II.1.3. Information about framework agreement

The procurement involves the establishment of a framework agreement

II.1.4. Information about framework agreement

Framework agreement with a single operator

Duration of the framework agreement

Duration in years: 7

II.1.5. Short description of the contract or purchase(s)

Le présent avis concerne un dépôt de candidatures. Ce contrat est un accord-cadre à bons de commande mono-attributaire, passé selon la procédure appel d'offres restreint, en références des articles R. 2324-2 et R. 2361-2 à R. 2361-7 du code de la commande publique. L'accord-cadre comporte un montant minimal de 40 000 EUR HT sur sept ans et sans montant maximal. Le présent accord-cadre regroupe toutes les prestations nécessaires à l'exploitation, l'entretien, le maintien en condition opérationnelle et la vérification périodique des installations et équipements des bâtiments de DGA TN et DGA EM hors sites insulaires. Les sites rattachés à DGA TN et DGA EM sont:

- Toulon: Mourillon, Pipady, Tourris, Coudon;
- Saint-Mandrier (Cannier et Sesda).

Les prestations au profit des entités soutenues seront réparties sur approximativement 230 bâtiments pour environ 65 000 m² de surface utile et 83 000 m² de SHOD. Le projet d'accord-cadre est sensible conformément à l'article 78 de l'IGI 1300 (il est important de consulter la section III.1.4) et de télécharger l'annexe 2). Il est scindé en deux étapes, la première concerne le choix des candidats et la seconde, l'invitation des candidats sélectionnés à présenter une offre (les lettres de consultation seront envoyées via la PLACE aux adresses mails utilisées par les candidats pour la remise des candidatures). Les documents de la consultation ne sont pas téléchargeables, ils seront transmis ultérieurement aux candidats sélectionnés.

II.1.6. CPV code(s)

50700000 Repair and maintenance services of building installations

II.1.7. Information about subcontracting

The tenderer has to indicate in the tender any share of the contract it may intend to subcontract to third parties and any proposed subcontractor, as well as the subject-matter of the subcontracts for which they are proposed

The tenderer has to indicate any change occurring at the level of subcontractors during the execution of the contract

II.1.8. Lots

This contract is divided into lots: no

II.1.9. Information about variants

Variants will be accepted: no

II.2. Scope of the procurement

II.2.1. Total quantity or scope

La durée de l'accord-cadre, c'est-à-dire la période pendant laquelle peuvent être émis des bons de commande, est de un an à compter de sa notification. Cette durée est indépendante des délais d'exécution des bons de commande. L'accord-cadre pourra être reconduit au maximum six fois sans que la durée totale de l'accord-cadre ne puisse excéder sept ans. Chaque reconduction sera tacite. Le pouvoir adjudicateur pourra faire part de sa décision de ne pas le reconduire au moins trois mois avant la fin de la période en cours. La maintenance préventive et corrective des installations techniques est scindée en 17 postes techniques:

- PT01: voirie signalisation;
- PT02: assainissement, réseaux et traitement eaux;
- PT03: curage et nettoyage;
- PT04: moyens de lutte incendie — bassin incendie;
- PT05: alarmes incendie — DEI — détection gaz — restitution des alarmes — désenfumage;
- PT06: chauffage — ventilation — climatisation;
- PT07: installations eau chaude sanitaire — installations de plomberie sanitaires;
- PT08: installations et équipements basse tension;
- PT09: onduleurs et convertisseurs statiques;
- PT10: groupes électrogènes et convertisseurs dynamiques;
- PT11: protection foudre;
- PT12: infrastructure générale — maçonnerie et cloisonnement — peinture, vitrerie, revêtements de sols, murs plafonds — serrurerie, métallerie;
- PT13: toitures — chéneaux — gouttières — étanchéité;
- PT14: lavage fixe;
- PT15: portes, portails et barrières manuels et motorisés;
- PT16: équipements et réseaux sous-pressions — énergies, réseaux de fluides (gaz, fluide gazeux et air comprimé);
- PT17: espaces verts.

II.2.2. Information about options

II.2.3. Information about renewals

This contract is subject to renewal: yes

Number of possible renewals: 6

II.3. Duration of the contract or time limit for completion

Duration in months: 84 (from the award of the contract)

Section III: Legal, economic, financial and technical information

III.1. Conditions related to the contract

III.1.1. Deposits and guarantees required

Il n'est pas prévu de retenue de garantie.

III.1.2. Main financing conditions and payment arrangements and/or reference to the relevant provisions governing them

Le financement est assuré exclusivement par des ressources budgétaires propres du ministère des armées. Paiement sur factures. Prix révisibles annuellement le délai global de paiement est de 30 jours maximum. Le mode de règlement sera le virement par mandat administratif. Pas d'avance de versée au titre de l'accord-cadre. Le financement est assuré exclusivement par des ressources budgétaires de l'état.

III.1.3. Legal form to be taken by the group of economic operators to whom the contract is to be awarded

L'accord-cadre sera passé avec un entrepreneur unique ou avec un groupement dont la forme est laissée librement au choix des candidats mais dont le mandataire sera obligatoirement solidaire de chacun des membres de ce groupement. Si les candidats se présentent en groupement conjoint, ils devront impérativement proposer une répartition des prestations entre cotraitants. En application de l'article R. 2342-13 du décret n° 2018-1075 du 3.12.2018 portant partie réglementaire du code de la commande publique, les candidats peuvent modifier la

composition des groupements et en constituer de nouveaux entre la remise des candidatures et la remise des offres. Les sociétés ne peuvent pas se présenter seul et dans un ou plusieurs groupements. Conformément à l'article R. 2342-15 du code de la commande publique, obligation que les tâches essentielles mentionnées ci-dessous soient effectuées par le titulaire ou l'un des membres de son groupement: chargé d'exploitation électrique, maintenance préventive pour les PT06, 08 et 15.

III.1.4. Other particular conditions to which the performance of the contract is subject, in particular with regard to security of supply and security of information

Des documents et supports portant la mention «Diffusion restreinte» seront remis aux candidats sélectionnés dans le cadre de cette consultation. Ces documents et supports ne peuvent être utilisés à d'autres fins que l'élaboration d'une offre à la procédure de passation du présent accord-cadre. En conséquence, ils ne peuvent être communiqués qu'aux personnes ayant besoin d'en connaître pour la remise de l'offre de l'opérateur économique soumissionnaire. En conséquence, ces documents et supports ne seront remis par l'acheteur public qu'aux candidats qui préalablement se seront engagés à assurer leur protection. Cet engagement se matérialise par la remise de l'attestation intitulée «Engagement du candidat au regard des informations et supports portant la mention «Diffusion restreinte»». Cette annexe de l'avis d'appel public à la concurrence est téléchargeable via la Plate-forme des achats de l'état (PLACE) sur l'espace dédié à la consultation à l'adresse <https://www.marches-publics.gouv.fr> en indiquant le n° de la consultation (2020-esid-tln-0159), elle est à compléter, à parapher et à signer (soit signature manuscrite et scannée soit signée électroniquement). Elle est transmise avec les pièces de candidatures demandées dans cette consultation. Les candidats n'ayant pas remis cet engagement, dûment renseigné, paraphé page par page, et signé, seront éliminés.

III.1.5. Information about security clearance

III.2. Conditions for participation

III.2.1. Personal situation

Criteria regarding the personal situation of economic operators (that may lead to their exclusion) including requirements relating to enrolment on professional or trade registers

List and brief description of conditions: — la lettre de candidature ou formulaire DC1

(téléchargeable à partir du lien <http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-candidat>) ou équivalent, dûment rempli et daté;

— les pièces relatives au pouvoir des personnes habilitées à engager le candidat. Il est demandé au candidat les preuves qu'il ne se trouve pas dans un des cas de motifs d'exclusion. En l'absence de fourniture de ces documents, la candidature est déclarée irrecevable.

Les preuves demandées sont les suivantes:

— l'acheteur accepte comme preuve suffisante attestant que le candidat ne se trouve pas dans un cas d'exclusion mentionné aux articles L. 2341-1 et L. 2341-2 ainsi qu'au 1° de l'article L. 2341-3 du code de la commande publique, la production soit d'une attestation sur l'honneur, soit d'un extrait de casier judiciaire;

— l'acheteur accepte comme preuve suffisante attestant que le candidat ne se trouve pas dans un cas d'exclusion mentionné à l'article L. 2341-2 du code de la commande publique, les certificats sociaux et fiscaux délivrés par les administrations et organismes compétents;

— le cas échéant, le candidat produit en outre les pièces prévues aux articles R. 1263-12, D. 8222-5 ou D. 8222-7 ou D. 8254-2 à D. 8254-5 du code du travail;

— l'acheteur accepte comme preuve suffisante attestant que le candidat ne se trouve pas dans un cas d'exclusion mentionné à l'article L. 2341-2 du code de la commande publique, la production d'un extrait du registre pertinent, attestant de l'absence de cas d'exclusion;

— lorsque le candidat est en redressement judiciaire, le candidat produit la copie du ou des jugements prononcés.

Criteria regarding the personal situation of subcontractors (that may lead to their rejection) including requirements relating to enrolment on professional or trade registers

List and brief description of conditions:

III.2.2. Economic and financial ability

Criteria regarding the economic and financial standing of economic operators (that may lead to their exclusion)

List and brief description of conditions: — déclaration du candidat ou formulaire DC2 (téléchargeable à partir du lien <http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-candidat>) ou équivalent, dûment rempli et daté;

— chiffre d'affaires global réalisé au cours des trois dernières années.

III.2.3. Technical and/or professional capacity

Criteria regarding the technical and/or professional ability of economic operators (that may lead to their exclusion)

List and brief description of conditions:

— effectif moyen annuel détaillé;

— liste des moyens en matériels dont disposera le candidat pour la réalisation de ce marché;

— liste des prestations exécutées au cours des trois dernières années assortie d'attestations de bonne exécution pour les plus importantes. Présentation d'accord-cadre se rapprochant de l'objet du contrat;

— certificats de qualification exigés: en cas de sous-traitance, le candidat fournira les mêmes documents ainsi qu'un engagement écrit pour chaque sous-traitant. Exigence de détention d'une qualification ou équivalent pour les candidats pour les postes techniques suivants:

— PT06: Qualibat 551 et 552;

— PT04 et 05: entreprises certifiées APSAD;

— PT15: expérience demandée dans le domaine technique;

— PT08: expérience demandée dans le domaine technique.

III.2.4. Information about reserved contracts

III.3. Conditions specific to services contracts

III.3.1. Information about a particular profession

III.3.2. Information about staff responsible for the performance of the contract

Section IV: Procedure

IV.1. Type of procedure

IV.1.1. Type of procedure

Restricted

IV.1.2. Information about the limits on the number of candidates to be invited

IV.1.3. Information about reduction of the number of solutions or tenders during negotiation or dialogue

IV.2. Award criteria

IV.2.1. Award criteria

The most economically advantageous tender in terms of Criteria below

1. Critère prix. Weighting 60
2. Critère valeur technique. Weighting 40

IV.2.2. Information about electronic auction

IV.3. Administrative information

IV.3.1. File reference number attributed by the contracting authority

2020-ESID-TLN-0159

IV.3.2. Previous publication concerning this procedure

IV.3.3. Conditions for obtaining specifications and additional documents or descriptive document

IV.3.4. Time limit for receipt of tenders or requests to participate

21.7.2020

IV.3.5. Estimated date of dispatch of invitations to tender or to participate to selected candidates

IV.3.6. Languages in which tenders or requests to participate may be submitted

French.

Section VI: Complementary information

VI.1. Information about recurrence

This is a recurrent procurement: no

VI.2. Information about European Union funds

VI.3. Additional information

Le projet d'accord-cadre objet du présent AAPC est sensible, conformément aux dispositions de l'article 78 de l'IGI 1300. La recevabilité de la candidature est également subordonnée, pour les candidats à la fourniture:

— d'un extrait du registre du commerce et des sociétés (K bis) ou équivalent datant de moins de trois mois;

— de deux exemplaires renseignés de contrôle élémentaire (formulaire F14) sous forme dématérialisée:

— un exemplaire du contrôle élémentaire faisant apparaître la signature manuscrite scannée du dirigeant;

— un exemplaire (imprimé natif et non scanné) dûment rempli électroniquement. Le formulaire F14 ou CE sera rempli par le dirigeant ayant le pouvoir d'engager la société (personne morale nommée sur le K bis). Il n'est pas nécessaire de joindre les F14 des personnes morales ayant des délégations de pouvoir. L'imprimé F14 ou CE est téléchargeable sur le site <https://www.marches-publics.gouv.fr> en indiquant le numéro de la consultation: 2020-esid-tln-0159. Les F14 ou CE doivent être adressés avec les documents de la candidature demandées au titre de cet AAPC.

Nota: pour les personnels possédant une habilitation aux ISC en cours de validité, il convient de fournir en plus des pièces ci-dessus, l'attestation d'habilitation correspondante. Aux termes

de l'article 78 de l'IGI 1300 susmentionnée, dans le cadre de l'instruction d'une demande de contrôle élémentaire pour un candidat, un avis avec réserve du service enquêteur compétent pour le ministère des armées peut conduire le pouvoir adjudicateur ou son délégataire à écarter la candidature concernée. L'attributaire pressenti fournira également:

— le certificat attestant la souscription des déclarations et paiements qu'il a satisfait à ses obligations fiscales;

— le certificat attestant de fourniture des déclarations sociales et de paiement des cotisations et contributions de sécurité sociale prévue à l'article L. 243-15 du code de sécurité sociale délivré par l'agence centrale des organismes de sécurité sociale. Les candidats ne sont pas tenus de fournir les justificatifs et moyens de preuve lorsque le pouvoir adjudicateur peut les obtenir directement par le biais d'un système électronique de mise à disposition d'informations administré par un organisme officiel ou un espace de stockage numérique, à condition que figurent dans sa candidature toutes les informations nécessaires à la consultation de ce système ou de cet espace et que l'accès soit gratuit. Toute demande de précisions sera à formuler par écrit via la Plate-forme des achats de l'état (PLACE) sur l'espace dédié à la consultation à l'adresse <https://www.marches-publics.gouv.fr> — Les candidatures seront jugées en tenant compte des critères suivants: capacités professionnelles, techniques et financières. Les justificatifs de candidature sont à fournir le cas échéant par chacun des membres du groupement. De même, en cas de sous-traitance, le candidat fournira les documents de candidature ainsi qu'un engagement écrit pour chaque sous-traitant présenté. La présente consultation est au stade de la phase de sélection des candidatures, les documents de consultation (CCTP, CCAP...) ne sont donc pas téléchargeables, ils seront transmis ultérieurement aux candidats sélectionnés. Les modalités de transmission des candidatures sont détaillées dans l'annexe 1 du présent avis d'appel public à la concurrence, à télécharger via la Plate-forme des achats de l'état (PLACE) sur l'espace dédié à la consultation à l'adresse <https://www.marches-publics.gouv.fr> en indiquant le n° de la consultation (2020-esid-tln-0159). En application des dispositions de l'article L. 2312-2 du code de la commande publique, l'exécution de l'accord-cadre comporte une clause d'insertion sociale. Renseignements d'ordre administratif: coordonnées de l'acheteur désigné: Mme Piacenza Séverine, Tél.: +33 422425530.

Date d'envoi du présent avis au JOUE et au BOAMP: 18.6.2020.

VI.4. Procedures for review

VI.4.1. Review body

Official name: Tribunal administratif de Toulon

Postal address: 5 rue Racine — CS 40510

Town: Toulon Cedex 9

Postal code: 83041

E-mail: greffe.ta-toulon@juradm.fr

Telephone: +33 494427930

Fax: +33 494427989

Internet address: <http://www.ta-toulon.juradm.fr>

Body responsible for mediation procedures

Official name: Comité consultatif interrégional de règlement amiable des différends ou litiges relatifs en matière de marchés publics de Marseille

Postal address: Préfecture de région PACA, place Félix Baret — CS 80001

Town: Marseille Cedex 06

Postal code: 13282

E-mail: catherine.pietri@paca.pref.gouv.fr

Telephone: +33 484354554

Fax: +33 484354460

VI.4.2. Review procedure

VI.4.3. Service from which information about the review procedure may be obtained

Official name: Tribunal administratif de Toulon

Postal address: 5 rue Racine — CS 40510

Town: Toulon Cedex 9

Postal code: 83041

E-mail: greffe.ta-toulon@juradm.fr

Telephone: +33 494427930

Fax: +33 494427989

Internet address: <http://www.ta-toulon.juradm.fr>

VI.5. Date of dispatch of this notice

18.6.2020